

B.16.2. Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 bestimmt:

« Wenn der Verfassungsgerichtshof es für notwendig erachtet, gibt er im Wege einer allgemeinen Verfügung die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen an, die als endgültig zu betrachten sind oder für die von ihm festgelegte Frist vorläufig aufrechterhalten werden ».

B.16.3. Im vorerwähnten Entscheid Nr. 35/2024 hat der Gerichtshof bezüglich der Folgen der einstweiligen Aufhebung der angefochtenen Bestimmung geurteilt:

« B.19.3. Da die Folgen einer einstweiligen Aufhebung für die Zeit ihrer Dauer die gleichen sind wie diejenigen einer Nichtigkeitsklärung, ergibt sich daraus, dass der vorerwähnte Artikel 39 Absatz 1 des Gesetzes vom 23. März 1989, abgeändert durch Artikel 15 des Gesetzes vom 1. Juni 2022, so wie es durch den vorerwähnten Entscheid Nr. 116/2023 für nichtig erklärt wurde, auf die Wahl zum Europäischen Parlament vom 9. Juni 2024 Anwendung findet, sodass die Wahlbeteiligung verpflichtend ist für die Minderjährigen über 16 Jahre, auf die sich diese Bestimmung bezieht, und zwar:

- Belgier über 16 Jahre, die im Bevölkerungsregister einer belgischen Gemeinde eingetragen sind;
- Belgier über 16 Jahre, die auf dem Staatsgebiet eines Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, wohnen und die in den Bevölkerungsregistern, die in den berufskonsularischen Vertretungen geführt werden, eingetragen sind;
- Belgier über 16 Jahre, die auf dem Staatsgebiet eines Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, wohnen und die in der Wählerliste der für sie zuständigen belgischen berufskonsularischen Vertretung eingetragen sind;
- Staatsangehörige der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union über 16 Jahre, die in der Wählerliste der belgischen Gemeinde ihres Wohnortes eingetragen sind.

B.19.4. In dieser Hinsicht ist darauf hinzuweisen, dass sich der Entscheid, der im Stadium der Prüfung der Nichtigkeitsklage in der vorliegenden Rechtssache ergehen wird, ungeachtet der Tragweite des letztgenannten Entscheids keineswegs auf die Ordnungsmäßigkeit der vorerwähnten Wahl vom 9. Juni 2024 auswirken wird, denn diese wird in gültiger Weise stattfinden auf der Grundlage des vorerwähnten Artikels 39 Absatz 1 des Gesetzes vom 23. März 1989, abgeändert durch Artikel 15 des Gesetzes vom 1. Juni 2022, so wie es durch den Entscheid Nr. 116/2023 für nichtig erklärt wurde, und zwar infolge des vorliegenden Entscheids über die einstweilige Aufhebung selbst ».

Daraus ergibt sich, dass die Rückwirkung der Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmung die Ordnungsmäßigkeit der am 9. Juni 2024 erfolgten Wahl der in Belgien gewählten Mitglieder des Europäischen Parlaments nicht beeinträchtigt. Demzufolge gibt es keinen Grund, die Folgen dieser Bestimmung aufrechtzuerhalten.

B.16.4. Im Übrigen obliegt es dem Gesetzgeber zu bestimmen, wie für die zukünftigen Wahlen zum Europäischen Parlament der festgestellten Verfassungswidrigkeit abzuhelfen ist.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 13 des Gesetzes vom 25. Dezember 2023 « zur Abänderung des Gesetzes vom 23. März 1989 über die Wahl des Europäischen Parlaments und zur Abänderung des früheren Zivilgesetzbuches, um Sechzehn- und Siebzehnjährigen zu ermöglichen, ohne vorhergehende Eintragungsformalität an der Wahl des Europäischen Parlaments teilzunehmen » für nichtig.

Erlassen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 20. Juni 2024.

Der Kanzler,
Frank Meersschant

Der Präsident,
Luc Lavrysen

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2024/007365]

Extrait de l'arrêt n° 77/2024 du 4 juillet 2024

Numéro du rôle : 8196

En cause : le recours en annulation de l'article 8, § 4, du Code de la nationalité belge, introduit par l'ASBL « Ligue des droits humains ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents Pierre Nihoul et Luc Lavrysen, et des juges Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt, Kattrin Jadin et Magali Plovie, assistée du greffier Nicolas Dupont, présidée par le président Pierre Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 22 mars 2024 et parvenue au greffe le 26 mars 2024, un recours en annulation de l'article 8, § 4, du Code de la nationalité belge a été introduit par l'ASBL « Ligue des droits humains », assistée et représentée par Me Ronald Fonteyn, avocat au barreau de Bruxelles.

Le 9 avril 2024, en application de l'article 72, alinéa 1er, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les juges-rapporteurs Magali Plovie et Willem Verrijdt ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de mettre fin à l'examen de l'affaire par un arrêt rendu sur procédure préliminaire.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1.1. Le recours en annulation porte sur l'article 8, § 4, du Code de la nationalité belge.

B.1.2. L'article 8 du Code de la nationalité belge dispose :

« § 1er. Sont Belges :

1° l'enfant né en Belgique d'un auteur belge;

2° l'enfant né à l'étranger :

a) d'un auteur belge né en Belgique ou dans des territoires soumis à la souveraineté belge ou confiés à l'administration de la Belgique;

b) d'un auteur belge ayant fait dans un délai de cinq ans à dater de la naissance une déclaration réclamant, pour son enfant, l'attribution de la nationalité belge;

c) d'un auteur belge, à condition que l'enfant ne possède pas, ou ne conserve pas jusqu'à l'âge de dix-huit ans ou son émancipation avant cet âge, une autre nationalité.

La déclaration visée à l'alinéa 1er, 2°, b, est faite, et, sur la base de celle-ci, un acte de nationalité est établi conformément à l'article un 22, § 4.

La déclaration a effet à compter de l'établissement de l'acte de nationalité.

Celui à qui la nationalité belge a été attribuée en vertu du premier alinéa, 2°, c, conserve cette nationalité tant qu'il n'a pas été établi, avant qu'il n'ait atteint l'âge de dix-huit ans ou n'ait été émancipé avant cet âge, qu'il possède une nationalité étrangère.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1er, l'auteur doit avoir la nationalité belge au jour de la naissance de l'enfant ou, s'il est mort avant cette naissance, au jour de son décès.

§ 3. La filiation établie à l'égard d'un auteur belge après la date du jugement ou de l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption n'attribue la nationalité belge à l'enfant que si cette filiation est établie à l'égard de l'adoptant ou du conjoint de celui-ci.

§ 4. La personne à laquelle a été attribuée la nationalité belge de son auteur conserve cette nationalité si la filiation cesse d'être établie après qu'elle a atteint l'âge de dix-huit ans ou été émancipée avant cet âge. Si la filiation cesse d'être établie avant l'âge de dix-huit ans ou l'émancipation antérieure à cet âge, les actes passés avant que la filiation cesse d'être établie et dont la validité est subordonnée à la possession de la nationalité belge ne peuvent être contestés pour le seul motif que l'intéressé n'avait pas cette nationalité. Il en est de même des droits acquis avant la même date ».

B.2.1. Le recours est introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, qui dispose :

« Un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution par le Conseil des Ministres, par le Gouvernement de Communauté ou de Région, par les présidents des assemblées législatives à la demande de deux tiers de leurs membres ou par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 134 de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1er. Le délai prend cours le lendemain de la date de la publication de l'arrêt au *Moniteur belge* ».

B.2.2. Par l'article 4, alinéa 2, précité, le législateur spécial a voulu éviter le maintien dans l'ordre juridique de dispositions que la Cour, sur question préjudicielle, a déclarées contraires aux règles que la Cour est habilitée à faire respecter (voy. *Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-897/1, p. 6).

B.2.3. Statuant sur un recours en annulation introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, la Cour peut donc être amenée à annuler la norme attaquée dans la mesure dans laquelle elle en a auparavant constaté l'inconstitutionnalité au contentieux préjudiciel.

B.3. Par l'arrêt n° 12/2023 du 19 janvier 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.012), la Cour a dit pour droit :

« L'article 8, § 4, du Code de la nationalité belge viole les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'il ne prévoit pas la possibilité, pour un mineur non émancipé qui a perdu de plein droit la nationalité belge parce que la filiation sur la base de laquelle cette nationalité a été attribuée a cessé d'être établie, de demander à une juridiction d'annuler rétroactivement cette perte lorsque les conséquences concrètes de celle-ci sont disproportionnées ».

B.4. L'article 8, § 4, du Code de la nationalité belge n'a pas été modifié depuis la publication au *Moniteur belge* de l'arrêt n° 12/2023 précité.

B.5.1. Par contre, le législateur a entendu remédier à l'inconstitutionnalité constatée dans l'arrêt précité par l'adoption des articles 165 et 166 de la loi du 28 mars 2024 « portant dispositions en matière de digitalisation de la justice et dispositions diverses *Ibis* » (ci-après : la loi du 28 mars 2024). Ces dispositions ne font pas l'objet du recours présentement examiné.

B.5.2. L'article 165 de la loi du 28 mars 2024 insère, dans l'ancien Code civil, un article 334^{quater}, qui dispose :

« En cas de contestation relative à la filiation, d'annulation d'une reconnaissance frauduleuse, ou d'annulation d'un acte de l'état civil, le cas échéant à la suite d'une décision prise sur la base de l'article 463 du Code d'instruction criminelle, qui donnent lieu à l'anéantissement du lien de filiation vis-à-vis d'un auteur belge, le juge se prononce sur le maintien éventuel de la nationalité belge de l'enfant ».

B.5.3. L'article 166 de la loi du 28 mars 2024 insère, dans le Code de la nationalité belge, un article 7^{ter}, qui dispose :

« Dans les cas où la filiation cesse d'être établie à l'égard d'un auteur belge, le retrait de plein droit de la nationalité belge de l'enfant n'intervient pas si le jugement prononçant l'anéantissement de la filiation a décidé du maintien de la nationalité belge, conformément à l'article 334^{quater} de l'ancien Code civil.

En cas de retrait de la nationalité belge, l'officier de l'état civil compétent notifie immédiatement ce retrait à l'intéressé ou à son représentant légal par envoi recommandé.

À moins qu'un juge ne se soit déjà prononcé sur le maintien de la nationalité belge conformément à l'article 334^{quater} de l'ancien Code civil, la notification mentionne que ce retrait peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de la famille dans les quinze jours de cette notification ».

B.5.4. Aucune disposition de la loi du 28 mars 2024 ne règle spécifiquement l'entrée en vigueur de ses articles 165 et 166, lesquels ont donc sorti leurs effets dix jours après leur publication au *Moniteur belge*. Partant, la disposition attaquée a produit l'effet discriminatoire mentionné dans l'arrêt n° 12/2023 précité, à l'égard des personnes mineures dont la filiation avec leur auteur belge a cessé d'être établie avant le 8 avril 2024.

B.5.5. Il découle de ce qui précède que le recours en annulation ne conserve son objet qu'en ce qui concerne les personnes dont la filiation avec leur auteur belge a cessé d'être établie avant le 8 avril 2024 alors qu'elles étaient mineures et qui, en application de la disposition attaquée, ont perdu leur nationalité belge en conséquence de cette perte du lien de filiation.

L'objet du présent recours doit donc être circonscrit à la disposition attaquée telle qu'elle était applicable avant l'entrée en vigueur de la loi du 28 mars 2024. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, rien ne s'oppose à ce que, compte tenu des changements législatifs survenus postérieurement à sa saisine, la Cour limite l'objet du recours de cette manière et annule partiellement, le cas échéant, la disposition attaquée, dans la mesure où celle-ci a été appliquée avant l'entrée en vigueur des dispositions législatives qui avaient pour but de remédier à l'inconstitutionnalité constatée dans l'arrêt n° 12/2023 précité.

B.6. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que la disposition attaquée ne prévoit pas la possibilité, pour un mineur non émancipé qui a perdu de plein droit la nationalité belge parce que la filiation sur la base de laquelle cette nationalité a été attribuée a cessé d'être établie, de demander à une juridiction d'annuler rétroactivement cette perte lorsque les conséquences concrètes de celle-ci sont disproportionnées.

B.7.1. Il est raisonnablement justifié qu'un mineur non émancipé qui s'est vu attribuer la nationalité belge de l'un de ses auteurs perde de plein droit cette nationalité lorsque la filiation cesse d'être établie, alors qu'une personne majeure ou un mineur émancipé se trouvant dans la même situation conserve cette nationalité. Contrairement à une personne majeure ou à un mineur émancipé, un mineur non émancipé est en effet sous l'autorité parentale et se trouve en principe dans une situation de dépendance tant juridique que matérielle vis-à-vis de ses parents.

B.7.2. Par ailleurs, la disposition attaquée prévoit que, lorsqu'un mineur non émancipé perd la nationalité belge, « les actes passés avant que la filiation cesse d'être établie et dont la validité est subordonnée à la possession de la nationalité belge ne peuvent être contestés pour le seul motif que l'intéressé n'avait pas cette nationalité ». Il en est de même « des droits acquis avant la même date ». La perte de la nationalité belge ne produit donc des effets que pour l'avenir.

En outre, l'article 17 du Code de la nationalité belge permet à « la personne de bonne foi à qui la nationalité belge a été octroyée erronément et qui a, de façon constante durant au moins dix années, été considérée comme Belge par les autorités belges » d'acquérir la nationalité belge « si la nationalité belge lui est contestée », en faisant une déclaration conformément à l'article 15 du même Code avant l'expiration d'un délai d'un an prenant cours à partir de la date à laquelle une autorité belge conteste définitivement la nationalité. Ce délai est prorogé « jusqu'à l'âge de dix-neuf ans si le déclarant est une personne dont la filiation à l'égard d'un auteur belge a cessé d'être établie alors qu'il n'était pas émancipé et n'avait pas atteint l'âge de dix-huit ans ».

B.8.1. Il n'est cependant pas proportionné aux objectifs poursuivis par le législateur de priver le mineur concerné de la possibilité de contester la perte de plein droit de la nationalité belge et de demander à une juridiction d'annuler rétroactivement cette perte lorsque les effets concrets de celle-ci s'avèrent excessifs (voy. CJUE, grande chambre, 12 mars 2019, C-221/17, *Tjebbes e.a.*, ECLI:EU:C:2019:189, points 40 à 47). Par ailleurs, tout mineur qui perd la nationalité belge en application de la disposition attaquée ne peut invoquer l'article 17, précité, du Code de la nationalité belge pour encore acquérir cette nationalité.

Lors de l'examen du caractère excessif ou non des effets, le juge doit apprécier la situation individuelle du mineur, et plus spécialement l'impact de la perte de la nationalité belge et des droits qui en découlent sur sa vie privée et familiale et sur son développement personnel, notamment à la lumière des possibilités de séjour légal dont le mineur dispose en sa qualité d'étranger. À cet égard, il convient de tenir compte en particulier de l'article 22bis, alinéa 4, de la Constitution, qui prévoit que, dans toute décision qui le concerne, l'intérêt de l'enfant est pris en considération de manière primordiale.

Un tel examen exige en outre qu'il soit vérifié si le mineur concerné ne risque pas de devenir apatride du fait de la perte de la nationalité belge, en particulier lorsqu'il est né à l'étranger. Dans ce cas, il ne pourra effectivement pas invoquer l'article 10, § 1er, alinéa 1er, du Code de la nationalité belge, qui prévoit qu'est Belge « l'enfant né en Belgique et qui, à un moment quelconque avant l'âge de dix-huit ans ou l'émancipation antérieure à cet âge, ne possède aucune autre nationalité ».

B.8.2. Cette possibilité doit également exister lorsque le lien de filiation initial a été établi sur la base d'une reconnaissance de complaisance dont la nullité a été prononcée ultérieurement. Il est justifié que le législateur tente de lutter contre la pratique des reconnaissances visant uniquement à l'obtention d'un avantage en matière de séjour, en prévoyant l'annulation de telles reconnaissances et une incrimination vis-à-vis de l'auteur de la reconnaissance et des personnes qui donnent leur consentement préalable à la reconnaissance (voy. les articles 330/1 à 330/3 de l'ancien Code civil et les articles 79ter-bis et 79quater de la loi du 15 décembre 1980 « sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers »). Toutefois, le comportement des parents dans le cadre de l'octroi de la nationalité belge à leur enfant est indépendant des conséquences concrètes que l'enfant mineur pourra ensuite subir du fait de la perte de cette nationalité. Il est parfaitement possible que cet enfant, en exerçant ses droits résultant de la nationalité belge, ait participé assez longtemps à la vie sociale en Belgique, par exemple en y habitant, en y allant à l'école et en y développant une vie sociale. L'enfant n'est du reste pas responsable du fait qu'à sa naissance, ses parents aient frauduleusement fait en sorte, en vue de bénéficier d'un permis de séjour, que la nationalité belge lui soit attribuée.

B.9. En ce qui concerne l'objet du recours tel qu'il est circonscrit en B.5.5, le moyen unique est fondé.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 8, § 4, du Code de la nationalité belge, tel qu'il était applicable jusqu'à l'entrée en vigueur des articles 165 et 166 de la loi du 28 mars 2024 « portant dispositions en matière de digitalisation de la justice et dispositions diverses *Ibis* », en ce qu'il ne prévoit pas la possibilité, pour un mineur non émancipé qui a perdu de plein droit la nationalité belge parce que la filiation sur la base de laquelle cette nationalité a été attribuée a cessé d'être établie, de demander à une juridiction d'annuler rétroactivement cette perte lorsque les conséquences concrètes sont disproportionnées.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 4 juillet 2024.

Le greffier,
Nicolas Dupont

Le président,
Pierre Nihoul

GRONDWETTELIIK HOF

[C – 2024/007365]

Uittreksel uit arrest nr. 77/2024 van 4 juli 2024

Rolnummer 8196

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 8, § 4, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, ingesteld door de vzw « Ligue des droits humains ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters Pierre Nihoul en Luc Lavrysen, en de rechters Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt, Katrin Jadin en Magali Plovie, bijgestaan door griffier Nicolas Dupont, onder voorzitterschap van voorzitter Pierre Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 22 maart 2024 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 maart 2024, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 8, § 4, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit door de vzw « Ligue des droits humains », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. Ronald Fonteyn, advocaat bij de balie te Brussel.

Op 9 april 2024 hebben de rechters-verslaggevers Magali Plovie en Willem Verrijdt, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen het onderzoek van de zaak af te doen met een arrest gewezen op voorafgaande rechtspleging.

(...)

II. In rechte

(...)

B.1.1. Het beroep tot vernietiging heeft betrekking op artikel 8, § 4, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit.

B.1.2. Artikel 8 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit bepaalt :

« § 1. Belg zijn :

1° het kind geboren in België uit een Belgische ouder;

2° het kind geboren in het buitenland :

a) uit een Belgische ouder geboren in België of in gebieden onder Belgische soevereiniteit of onder Belgisch bestuur;

b) uit een Belgische ouder die, binnen een termijn van vijf jaar na de geboorte, een verklaring heeft afgelegd waarin hij verzoekt om toekenning van de Belgische nationaliteit aan zijn kind;

c) uit een Belgische ouder, op voorwaarde dat het kind geen andere nationaliteit bezit of behoudt tot de leeftijd van achttien jaar of zijn ontvoogding voor die leeftijd.

De verklaring bedoeld in het eerste lid, 2°, b, wordt afgelegd, en op basis ervan wordt een akte van nationaliteit opgesteld, overeenkomstig artikel 22, § 4.

De verklaring heeft gevolg vanaf de opmaak van de akte van nationaliteit.

Diegene aan wie de Belgische nationaliteit krachtens het eerste lid, 2°, c, is toegekend, behoudt die nationaliteit zolang niet is aangetoond, voordat hij de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt of ontvoogd is voor die leeftijd, dat hij een vreemde nationaliteit bezit.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 dient de ouder de Belgische nationaliteit te bezitten op de geboortedag van het kind of, indien hij overleden is voor deze geboorte, op de dag van zijn overlijden.

§ 3. De afstamming vastgesteld ten aanzien van een Belgische ouder na de datum van het vonnis of het arrest dat de adoptie homologeert of uitspreekt, verleent de Belgische nationaliteit maar aan het kind, indien die afstamming wordt vastgesteld ten aanzien van de adoptant of diens echtgenoot.

§ 4. De persoon aan wie de Belgische nationaliteit van zijn ouder is toegekend, behoudt die nationaliteit wanneer zijn afstamming niet langer vaststaat nadat hij de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt of ontvoogd is voor die leeftijd. Indien zijn afstamming niet langer blijkt vast te staan voor de leeftijd van achttien jaar of de ontvoogding voor die leeftijd, kunnen de handelingen die zijn aangegaan toen de afstamming nog vaststond en voor de geldigheid waarvan de staat van Belg vereist was, niet worden betwist enkel en alleen omdat de belanghebbende die nationaliteit niet bezat. Hetzelfde geldt voor de rechten welke zijn verkregen voor die datum ».

B.2.1. Het beroep is ingesteld op basis van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, dat bepaalt :

« Voor de Ministerraad, voor de Regering van een Gemeenschap of van een Gewest, voor de voorzitters van de wetgevende vergaderingen op verzoek van twee derde van hun leden of voor iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die doet blijken van een belang staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel een van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat in op de dag na de datum van de bekendmaking van het arrest in het *Belgisch Staatsblad* ».

B.2.2. Met het voormelde artikel 4, tweede lid, heeft de bijzondere wetgever willen beletten dat bepalingen in de rechtsorde behouden blijven wanneer het Hof op prejudiciële vraag heeft verklaard dat zij strijdig zijn met de regels die het Hof moet doen naleven (zie *Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-897/1, p. 6).

B.2.3. Uitspraak doende over een beroep tot vernietiging dat is ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, kan het Hof dus ertoe worden gebracht de bestreden norm te vernietigen in zoverre het vooraf de ongrondwettigheid heeft vastgesteld in het prejudiciële contentieux.

B.3. Bij zijn arrest nr. 12/2023 van 19 januari 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.012) heeft het Hof voor recht gezegd :

« Artikel 8, § 4, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre die bepaling niet voorziet in een mogelijkheid voor een niet-ontvoogde minderjarige die van rechtswege de Belgische nationaliteit heeft verloren omdat de afstamming op grond waarvan die nationaliteit werd toegekend niet langer vaststaat, om een rechterlijke instantie te verzoeken dat verlies met terugwerkende kracht ongedaan te maken, wanneer de concrete gevolgen ervan buitensporig zijn ».

B.4. Artikel 8, § 4, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit werd niet gewijzigd sinds de bekendmaking van het voormelde arrest nr. 12/2023 in het *Belgisch Staatsblad*.

B.5.1. De wetgever heeft de in het voormelde arrest vastgestelde ongrondwettigheid daarentegen willen verhelpen door de artikelen 165 en 166 van de wet van 28 maart 2024 « houdende bepalingen inzake digitalisering van justitie en diverse bepalingen *Ibis* » (hierna : de wet van 28 maart 2024) aan te nemen. Die bepalingen maken niet het voorwerp uit van het thans onderzochte beroep.

B.5.2. Artikel 165 van de wet van 28 maart 2024 voegt, in het oud Burgerlijk Wetboek, een artikel 334^{quater} in, dat bepaalt :

« In geval van betwisting van de afstamming, een nietigverklaring van een frauduleuze erkenning of een nietigverklaring van een akte van de burgerlijke stand, in voorkomend geval naar aanleiding van een beslissing genomen op grond van artikel 463 van het Wetboek van Strafvordering, die leidt tot de vernietiging van de afstammingsband ten aanzien van een Belgische ouder, spreekt de rechter zich uit over het eventuele behoud van de Belgische nationaliteit van het kind ».

B.5.3. Artikel 166 van de wet van 28 maart 2024 voegt, in het Wetboek van de Belgische nationaliteit, een artikel 7^{ter} in, dat bepaalt :

« In het geval dat de afstamming van een Belgische ouder niet langer vaststaat, vindt de intrekking van rechtswege van de Belgische nationaliteit van het kind niet plaats indien in het vonnis waarbij de vernietiging van de afstamming wordt uitgesproken, is beslist om de Belgische nationaliteit te behouden overeenkomstig artikel 334^{quater} van het oud Burgerlijk Wetboek.

In het geval van intrekking van de Belgische nationaliteit, betekent de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand die intrekking onverwijld per aangetekende zending aan de betrokkene of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Tenzij een rechter zich reeds heeft uitgesproken over het behoud van de Belgische nationaliteit overeenkomstig artikel 334^{quater} van het oud Burgerlijk Wetboek, vermeldt de betekening dat tegen een dergelijke intrekking beroep kan worden aangetekend bij de familierechtbank binnen vijftien dagen na deze betekening ».

B.5.4. Geen enkele bepaling van de wet van 28 maart 2024 regelt specifiek de inwerkingtreding van de artikelen 165 en 166 ervan, die dus uitwerking hebben gekregen tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Bijgevolg heeft de bestreden bepaling het in het voormelde arrest nr. 12/2023 vermelde discriminerende gevolg gehad ten aanzien van de minderjarigen van wie de afstamming van hun Belgische ouder niet langer vaststond vóór 8 april 2024.

B.5.5. Uit het voorgaande volgt dat het beroep tot vernietiging zijn voorwerp slechts behoudt ten aanzien van de personen van wie de afstamming van hun Belgische ouder vóór 8 april 2024 niet langer vaststond, terwijl zij minderjarig waren, en die, met toepassing van de bestreden bepaling, hun Belgische nationaliteit hebben verloren als gevolg van dat verlies van de afstammingsband.

Het voorwerp van het onderhavige beroep dient dus te worden beperkt tot de bestreden bepaling zoals die van toepassing was vóór de inwerkingtreding van de wet van 28 maart 2024. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad aanvoert, belet niets dat het Hof het voorwerp van het beroep op die manier beperkt, rekening houdend met de wetswijzigingen na de saisine, en dat het Hof, in voorkomend geval, de bestreden bepaling gedeeltelijk vernietigt in zoverre die werd toegepast vóór de inwerkingtreding van de wetsbepalingen die als doel hadden de in het voormelde arrest nr. 12/2023 vastgestelde ongrondwettigheid te verhelpen.

B.6. Het enige middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre de bestreden bepaling niet voorziet in een mogelijkheid voor een niet-ontvoogde minderjarige die van rechtswege de Belgische nationaliteit heeft verloren omdat de afstamming op grond waarvan die nationaliteit werd toegekend, niet langer vaststaat, om een rechterlijke instantie te verzoeken dat verlies met terugwerkende kracht ongedaan te maken, wanneer de concrete gevolgen ervan buitensporig zijn.

B.7.1. Het is redelijk verantwoord dat een niet-ontvoogde minderjarige aan wie de Belgische nationaliteit van een van de ouders werd toegekend, van rechtswege die nationaliteit verliest wanneer de afstamming niet langer blijkt vast te staan, terwijl een meerderjarige of een ontvoogde minderjarige in een dergelijke situatie die nationaliteit behoudt. In tegenstelling tot een meerderjarige of een ontvoogde minderjarige, staat een niet-ontvoogde minderjarige immers onder het ouderlijk gezag en bevindt hij zich in beginsel in een toestand van zowel juridische als feitelijke afhankelijkheid ten aanzien van zijn ouders.

B.7.2. Overigens voorziet de bestreden bepaling erin dat, wanneer een niet-ontvoogde minderjarige de Belgische nationaliteit verliest, « de handelingen die zijn aangegaan toen de afstamming nog vaststond en voor de geldigheid waarvan de staat van Belg vereist was, niet [kunnen] worden betwist enkel en alleen omdat de belanghebbende die nationaliteit niet bezat ». Dat geldt eveneens « voor de rechten welke zijn verkregen voor die datum ». Het verlies van de Belgische nationaliteit heeft dus slechts gevolgen voor de toekomst.

Daarenboven maakt artikel 17 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit het mogelijk om de Belgische nationaliteit te verkrijgen voor « de persoon te goeder trouw aan wie de Belgische nationaliteit onterecht is verleend en gedurende ten minste tien jaar zonder onderbreking door de Belgische overheden behandeld werd als Belg, [...] wanneer zijn Belgische nationaliteit wordt betwist », door binnen een termijn van een jaar vanaf de definitieve betwisting van de nationaliteit door een Belgische overheid een verklaring af te leggen overeenkomstig artikel 15 van hetzelfde Wetboek. Die termijn wordt verlengd « tot de leeftijd van negentien jaar wanneer de belanghebbende een persoon is wiens afstamming van een Belgische ouder gebleken is niet langer vast te staan voordat hij ontvoogd was en de leeftijd van achttien jaar had bereikt ».

B.8.1. Het is evenwel niet evenredig met de door de wetgever nagestreefde doelstellingen dat aan de betrokken minderjarige de mogelijkheid wordt ontzegd om het verlies van rechtswege van de Belgische nationaliteit te betwisten en een rechterlijke instantie te verzoeken dat verlies met terugwerkende kracht ongedaan te maken, indien de concrete gevolgen ervan buitensporig blijken te zijn (zie HvJ, grote kamer, 12 maart 2019, C-221/17, *Tjebbes e.a.*, ECLI:EU:C:2019:189, punten 40 tot 47). Overigens kan niet elke minderjarige die met toepassing van de bestreden bepaling de Belgische nationaliteit verliest, een beroep doen op het voormelde artikel 17 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit om die nationaliteit alsnog te verkrijgen.

Bij het onderzoek van het al dan niet buitensporige karakter van de gevolgen dient de rechter de individuele situatie van de minderjarige te beoordelen, en meer bepaald de impact van het verlies van de Belgische nationaliteit en van de daaruit voortvloeiende rechten op zijn privé- en gezinsleven en op zijn persoonlijke ontwikkeling, mede in het licht van de mogelijkheden tot wettig verblijf waarover de minderjarige als vreemdeling beschikt. Daarbij moet in het bijzonder rekening worden gehouden met artikel 22^{bis}, vierde lid, van de Grondwet, volgens hetwelk het belang van het kind de eerste overweging is bij elke beslissing die het kind aangaat.

Een dergelijk onderzoek vereist daarnaast dat wordt nagegaan of de betrokken minderjarige als gevolg van het verlies van de Belgische nationaliteit staatloos dreigt te worden, met name wanneer de minderjarige in het buitenland is geboren. In dat geval kan hij zich immers niet beroepen op artikel 10, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, krachtens hetwelk Belg is « het kind geboren in België en dat, op gelijk welk ogenblik voor de leeftijd van achttien jaar of voor de ontvoogding voor die leeftijd, geen andere nationaliteit bezit ».

B.8.2. Die mogelijkheid dient eveneens voorhanden te zijn wanneer de initiële afstammingsband tot stand is gekomen op basis van een schijnerkenning die nadien nietig werd verklaard. Het is gerechtvaardigd dat de wetgever de praktijk tracht tegen te gaan van de erkenningen die enkel gericht op het verkrijgen van een verblijfsrechtelijk voordeel, door te voorzien in de nietigverklaring van zulke erkenningen en in een strafbaarstelling ten aanzien van de erkenner en de personen die hun voorafgaande toestemming geven met de erkenning (zie de artikelen 330/1 tot 330/3 van het oud Burgerlijk Wetboek en de artikelen 79^{ter-bis} en 79^{quater} van de wet van 15 december 1980 « betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen »). De handelwijze van de ouders bij de toekenning van de Belgische nationaliteit aan hun kind staat evenwel los van de concrete gevolgen die de minderjarige vervolgens kan ondervinden van het verlies van die nationaliteit. Het is perfect mogelijk dat dat kind, door een beroep te doen op de rechten die voortvloeien uit de Belgische nationaliteit, geruime tijd heeft deelgenomen aan het maatschappelijke leven in België, bijvoorbeeld door daar te wonen, naar school te gaan en een sociaal leven te ontwikkelen. Overigens is het kind niet verantwoordelijk voor het feit dat zijn ouders bij de geboorte op frauduleuze wijze, om redenen van verblijf, de toekenning van de Belgische nationaliteit hebben bewerkstelligd.

B.9. Wat betreft het voorwerp van het beroep zoals het in B.5.5 is beperkt, is het enige middel gegrond.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 8, § 4, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, zoals het van toepassing was tot de inwerkingtreding van de artikelen 165 en 166 van de wet van 28 maart 2024 « houdende bepalingen inzake digitalisering van justitie en diverse bepalingen *Ibis* », in zoverre het niet voorziet in een mogelijkheid voor een niet-ontvoogde minderjarige die van rechtswege de Belgische nationaliteit heeft verloren omdat de afstamming op grond waarvan die nationaliteit werd toegekend niet langer vaststaat, om een rechterlijke instantie te verzoeken dat verlies met terugwerkende kracht ongedaan te maken, wanneer de concrete gevolgen ervan buitensporig zijn.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 4 juli 2024.

De griffier,
Nicolas Dupont

De voorzitter,
Pierre Nihoul

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2024/007365]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 77/2024 vom 4. Juli 2024

Geschäftsverzeichnisnummer 8196

In Sachen: Klage auf Nichtigkeitsklärung von Artikel 8 § 4 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit, erhoben von der VoG « Ligue des droits humains ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten Pierre Nihoul und Luc Lavrysen, und den Richtern Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt, Katrin Jadin und Magali Plovie, unter Assistenz des Kanzlers Nicolas Dupont, unter dem Vorsitz des Präsidenten Pierre Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof am 22. März 2024 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 26. März 2024 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Ligue des droits humains », unterstützt und vertreten durch RA Ronald Fonteyn, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigkeitsklärung von Artikel 8 § 4 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit.

Am 9. April 2021 haben die referierenden Richter Magali Plovie und Willem Verrijdt in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, vorzuschlagen, die Untersuchung der Rechtssache durch einen Vorverfahrensentscheid zu erledigen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1.1. Die Nichtigkeitsklage bezieht sich auf Artikel 8 § 4 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit.

B.1.2. Artikel 8 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit bestimmt:

« § 1. Belgier sind:

1. das in Belgien geborene Kind eines belgischen Elternteils,
2. das im Ausland geborene Kind:

a) eines belgischen Elternteils, der in Belgien oder in Gebieten unter belgischer Souveränität oder belgischer Verwaltung geboren ist,

b) eines belgischen Elternteils, der innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab der Geburt eine Erklärung abgegeben hat, in der er für sein Kind die Zuerkennung der belgischen Staatsangehörigkeit verlangt,

c) eines belgischen Elternteils, unter der Bedingung, dass das Kind keine andere Staatsangehörigkeit besitzt oder beibehält, bis es achtzehn Jahre alt ist oder vor diesem Alter für mündig erklärt wird.

Die in Absatz 1 Nr. 2 Buchstabe b) erwähnte Erklärung wird abgegeben und auf ihrer Grundlage wird gemäß Artikel 22 § 4 eine Staatsangehörigkeitsurkunde erstellt.

Die Erklärung ist ab der Erstellung der Staatsangehörigkeitsurkunde wirksam.

Derjenige, dem die belgische Staatsangehörigkeit aufgrund von Absatz 1 Nr. 2 Buchstabe c) zuerkannt worden ist, behält diese Staatsangehörigkeit bei, solange nicht bewiesen wird, bevor er achtzehn Jahre alt ist oder vor diesem Alter für mündig erklärt wird, dass er eine ausländische Staatsangehörigkeit besitzt.

§ 2. Für die Anwendung von § 1 muss der Elternteil die belgische Staatsangehörigkeit am Tag der Geburt des Kindes oder, wenn er vor der Geburt verstorben ist, am Tag seines Todes besitzen.

§ 3. Wird die Abstammung einem belgischen Elternteil gegenüber nach dem Urteil oder Entscheid zur Homologierung oder Verkündung der Adoption festgestellt, so wird dem Kind die belgische Staatsangehörigkeit nur dann aufgrund dieser Abstammung zuerkannt, wenn sie gegenüber dem Adoptivelternteil oder dessen Ehepartner festgestellt wird.

§ 4. Die Person, der die belgische Staatsangehörigkeit ihres Elternteils zuerkannt worden ist, behält diese Staatsangehörigkeit bei, wenn die Abstammung nicht mehr länger feststeht, nachdem sie achtzehn Jahre alt geworden oder vor diesem Alter für mündig erklärt worden ist. Steht die Abstammung nicht mehr länger fest, bevor sie achtzehn Jahre alt ist oder vor diesem Alter für mündig erklärt wird, können die Rechtsgeschäfte, die abgeschlossen worden sind, als die Abstammung noch feststand, und deren Gültigkeit vom Besitz der belgischen Staatsangehörigkeit abhängt, nicht aus dem einzigen Grund angefochten werden, dass der Betreffende diese Staatsangehörigkeit nicht besaß. Das gilt auch für die vor diesem Tag erworbenen Rechte ».

B.2.1. Die Klage wurde aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof eingereicht, der bestimmt:

« Eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer in Artikel 134 der Verfassung erwähnten Regel wird dem Ministerrat, der Regierung einer Gemeinschaft oder einer Region, den Präsidenten der gesetzgebenden Versammlungen auf Antrag von zwei Dritteln ihrer Mitglieder oder jeglicher natürlichen oder juristischen Person, die ein Interesse nachweist, gewährt, wenn der Verfassungsgerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese in Artikel 134 der Verfassung erwähnte Regel gegen eine in Artikel 1 erwähnte Regel oder gegen einen in Artikel 1 erwähnten Verfassungsartikel verstößt. Die Frist läuft ab dem Tag nach dem Datum der Veröffentlichung des Entscheids im *Belgischen Staatsblatt* ».

B.2.2. Mit dem vorerwähnten Artikel 4 Absatz 2 wollte der Sondergesetzgeber verhindern, dass Bestimmungen in der Rechtsordnung bestehen bleiben, wenn der Gerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erkannt hat, dass sie im Widerspruch zu den Regeln stehen, deren Einhaltung der Gerichtshof zu überwachen hat (siehe *Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-897/1, S. 6).

B.2.3. Wenn der Gerichtshof über eine aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 eingereichte Nichtigkeitsklage befindet, kann er also dazu veranlasst werden, die angefochtene Rechtsnorm für nichtig zu erklären, insofern er vorher ihre Verfassungswidrigkeit im Vorabentscheidungsverfahren festgestellt hat.

B.3. In seinem Entscheid Nr. 12/2023 vom 19. Januar 2023 (ECLI:BE:GHCC:2023:ARR.012) hat der Gerichtshof für Recht erkannt:

« Artikel 8 § 4 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, sofern diese Bestimmung keine Möglichkeit für eine nicht für mündig erklärte minderjährige Person, die die belgische Staatsangehörigkeit von Rechts wegen verloren hat, weil die Abstammung, auf deren Grundlage diese Staatsangehörigkeit zuerkannt wurde, nicht mehr länger feststeht, vorsieht, bei einem Gericht zu beantragen, diesen Verlust rückwirkend aufzuheben, wenn seine konkreten Folgen unverhältnismäßig sind ».

B.4. Artikel 8 § 4 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit wurde seit der Veröffentlichung des vorerwähnten Entscheids Nr. 12/2023 im *Belgischen Staatsblatt* nicht geändert.

B.5.1. Der Gesetzgeber hat jedoch mit der Annahme der Artikel 165 und 166 des Gesetzes vom 28. März 2024 « zur Festlegung von Bestimmungen im Bereich der Digitalisierung der Justiz und verschiedener Bestimmungen *Ibis* » (nachstehend: Gesetz vom 28. März 2024) der im vorerwähnten Entscheid festgestellten Verfassungswidrigkeit abhelfen wollen. Diese Bestimmungen sind nicht Gegenstand der vorliegenden Klage.

B.5.2. Artikel 165 des Gesetzes vom 28. März 2024 fügt in das frühere Zivilgesetzbuch einen Artikel 334^{quater} ein, der bestimmt:

« En cas de contestation relative à la filiation, d'annulation d'une reconnaissance frauduleuse, ou d'annulation d'un acte de l'état civil, le cas échéant à la suite d'une décision prise sur la base de l'article 463 du Code d'instruction criminelle, qui donnent lieu à l'anéantissement du lien de filiation vis-à-vis d'un auteur belge, le juge se prononce sur le maintien éventuel de la nationalité belge de l'enfant ».

B.5.3. Artikel 166 des Gesetzes vom 28. März 2024 fügt in das Gesetzbuch über die belgische Staatsangehörigkeit einen Artikel 7^{ter} ein, der bestimmt:

« Dans les cas où la filiation cesse d'être établie à l'égard d'un auteur belge, le retrait de plein droit de la nationalité belge de l'enfant n'intervient pas si le jugement prononçant l'anéantissement de la filiation a décidé du maintien de la nationalité belge, conformément à l'article 334^{quater} de l'ancien Code civil.

En cas de retrait de la nationalité belge, l'officier de l'état civil compétent notifie immédiatement ce retrait à l'intéressé ou à son représentant légal par envoi recommandé.

À moins qu'un juge ne se soit déjà prononcé sur le maintien de la nationalité belge conformément à l'article 334^{quater} de l'ancien Code civil, la notification mentionne que ce retrait peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de la famille dans les quinze jours de cette notification ».

B.5.4. Keine Bestimmung des Gesetzes vom 28. März 2024 regelt spezifisch das Inkrafttreten seiner Artikel 165 und 166, die somit zehn Tage nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* wirksam geworden sind. Demzufolge zeitigt die angefochtene Bestimmung die im besagten Entscheid Nr. 12/2023 erwähnte diskriminierende Folge angesichts der Minderjährigen, deren Abstammung ihrem belgischen Elternteil gegenüber vor dem 8. April 2024 aufgehört hat festzustehen.

B.5.5. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Nichtigkeitsklage ihren Gegenstand nur beibehält, was die Personen betrifft, deren Abstammung ihrem belgischen Elternteil gegenüber vor dem 8. April 2024 aufgehört hat festzustehen, während sie minderjährig waren, und die in Anwendung der angefochtenen Bestimmung infolge dieses Verlustes des Abstammungsverhältnisses ihre belgische Staatsangehörigkeit verloren haben.

Der Gegenstand der vorliegenden Klage ist also auf die angefochtene Bestimmung, so wie sie vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 28. März 2024 Anwendung fand, einzugrenzen. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, steht nichts dem entgegen, dass der Gerichtshof in Anbetracht der nach seiner Befassung erfolgten Gesetzesänderungen den Gegenstand der Klage auf diese Weise beschränkt und die angefochtene Bestimmung gegebenenfalls teilweise für nichtig erklärt, insofern diese vor dem Inkrafttreten der Gesetzesbestimmungen angewandt worden ist, die zum Ziel hatten, der im vorerwähnten Entscheid Nr. 12/2023 festgestellten Verfassungswidrigkeit abzuhelfen.

B.6. Der einzige Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern die angefochtene Bestimmung keine Möglichkeit für eine nicht für mündig erklärte minderjährige Person, die die belgische Staatsangehörigkeit von Rechts wegen verloren hat, weil die Abstammung, auf deren Grundlage diese Staatsangehörigkeit zuerkannt wurde, nicht mehr länger feststeht, vorsieht, bei einem Gericht zu beantragen, diesen Verlust rückwirkend aufzuheben, wenn seine konkreten Folgen unverhältnismäßig sind.

B.7.1. Es ist sachlich gerechtfertigt, dass eine nicht für mündig erklärte minderjährige Person, der die belgische Staatsangehörigkeit eines Elternteils zuerkannt worden ist, von Rechts wegen diese Staatsangehörigkeit verliert, wenn die Abstammung nicht mehr länger feststeht, während eine volljährige oder eine für mündig erklärte minderjährige Person in einer solchen Situation die Staatsangehörigkeit beibehält. Im Gegensatz zu einer volljährigen oder einer für mündig erklärten minderjährigen Person steht eine nicht für mündig erklärte minderjährige Person nämlich unter der elterlichen Autorität und befindet sich grundsätzlich in einer Lage sowohl rechtlicher als auch tatsächlicher Abhängigkeit in Bezug auf ihre Eltern.

B.7.2. Im Übrigen sieht die angefochtene Bestimmung vor, dass, wenn eine nicht für mündig erklärte minderjährige Person die belgische Staatsangehörigkeit verliert, « die Rechtsgeschäfte, die abgeschlossen worden sind, als die Abstammung noch feststand, und deren Gültigkeit vom Besitz der belgischen Staatsangehörigkeit abhängt, nicht aus dem einzigen Grund angefochten werden [können], dass der Betreffende diese Staatsangehörigkeit nicht besaß ». Das gilt auch « für die vor diesem Tag erworbenen Rechte ». Der Verlust der belgischen Staatsangehörigkeit hat daher nur Folgen für die Zukunft.

Darüber hinaus ermöglicht es Artikel 17 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit, dass die belgische Staatsangehörigkeit erworben wird durch « gutgläubige Personen, denen die belgische Staatsangehörigkeit irrtümlich zuerkannt worden ist und die mindestens zehn Jahre lang ohne Unterbrechung von den belgischen Behörden als Belgier behandelt worden sind, [...] wenn ihre belgische Staatsangehörigkeit angefochten wird », indem sie innerhalb eines Jahres ab dem Augenblick, wo eine belgische Behörde die Staatsangehörigkeit definitiv anfechtet, eine Erklärung gemäß Artikel 15 desselben Gesetzbuches abgibt. Diese Frist wird « bis zum Alter von neunzehn Jahren verlängert, wenn es sich um eine Person handelt, deren Abstammung von einem belgischen Elternteil nicht mehr länger feststeht, und sie zu diesem Zeitpunkt nicht für mündig erklärt worden ist und das Alter von achtzehn Jahren nicht erreicht hat ».

B.8.1. Es steht gleichwohl nicht im Verhältnis zu den vom Gesetzgeber verfolgten Ziele, dass der betreffenden minderjährigen Person die Möglichkeit genommen wird, den von Rechts wegen eintretenden Verlust der belgischen Staatsangehörigkeit anzufechten und bei einem Gericht zu beantragen, dass dieser Verlust rückwirkend aufgehoben wird, wenn sich seine konkreten Folgen als unverhältnismäßig erweisen (siehe EuGH, Große Kammer, 12. März 2019, C-221/17, *Tjebbes u.a.*, ECLI:EU:C:2019:189, Randnrn. 40 bis 47). Im Übrigen kann sich nicht jede minderjährige Person, die in Anwendung der angefochtenen Bestimmung die belgische Staatsangehörigkeit verliert, auf den vorerwähnten Artikel 17 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit berufen, um diese Staatsangehörigkeit doch noch zu erwerben.

Bei der Prüfung, ob die Folgen unverhältnismäßig sind oder nicht, muss der Richter die individuelle Situation der minderjährigen Person beurteilen, insbesondere die Auswirkungen des Verlustes der belgischen Staatsangehörigkeit und der sich daraus ergebenden Rechte auf ihr Privat- und Familienleben und auf ihre persönliche Entwicklung, unter anderem im Lichte der Möglichkeiten zum rechtmäßigen Aufenthalt, über die die minderjährige Person als Ausländer verfügt. Dabei muss insbesondere Artikel 22*bis* Absatz 4 der Verfassung beachtet werden, wonach das Wohl des Kindes in allen Entscheidungen, die es betreffen, vorrangig zu berücksichtigen ist.

Eine solche Prüfung erfordert darüber hinaus, dass untersucht wird, ob die betreffende minderjährige Person infolge des Verlustes der belgischen Staatsangehörigkeit staatenlos zu werden droht, insbesondere wenn die minderjährige Person im Ausland geboren wurde. In diesem Fall kann sie sich nämlich nicht auf Artikel 10 § 1 Absatz 1 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit berufen, wonach « das Kind, das in Belgien geboren ist und zu irgendeinem Zeitpunkt vor dem Alter von achtzehn Jahren oder vor der Mündigkeitserklärung vor diesem Alter keine andere Staatsangehörigkeit besitzt » Belgier ist.

B.8.2. Diese Möglichkeit muss ebenso gegeben sein, wenn das ursprüngliche Abstammungsverhältnis auf der Grundlage einer Scheinerklärung zustande gekommen ist, die später für nichtig erklärt wurde. Es ist gerechtfertigt, dass der Gesetzgeber gegen die Praxis von Anerkennungen, die nur darauf gerichtet sind, einen aufenthaltsrechtlichen Vorteil zu erlangen, in der Form versucht vorzugehen, dass er die Nichtigerklärung solcher Anerkennungen und eine Bestrafung des Anerkennenden und der Personen, die ihre vorherige Zustimmung zur Anerkennung geben, vorsieht (siehe die Artikel 330/1 bis 330/3 des früheren Zivilgesetzbuches und die Artikel 79*ter-bis* und 79*quater* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 « über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Ausweisen von Ausländern »). Allerdings hängt die Vorgehensweise der Eltern bei der Zuerkennung der belgischen Staatsangehörigkeit zugunsten ihres Kindes nicht mit den konkreten Folgen zusammen, die der Verlust dieser Staatsangehörigkeit anschließend für die minderjährige Person haben kann. Es ist sehr gut möglich, dass das Kind durch die Inanspruchnahme der Rechte, die sich aus der belgischen Staatsangehörigkeit ergeben, geraume Zeit am gesellschaftlichen Leben in Belgien teilgenommen hat, indem es etwa dort gewohnt hat, zur Schule gegangen ist und ein soziales Umfeld geschaffen hat. Im Übrigen ist das Kind nicht dafür verantwortlich, dass seine Eltern bei der Geburt die Zuerkennung der belgischen Staatsangehörigkeit aus Aufenthaltsgründen auf betrügerische Weise erlangt haben.

B.9. Was den Gegenstand der Klage, so wie er in B.5.5 eingegrenzt wurde, betrifft, ist der einzige Klagegrund begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 8 § 4 des Gesetzbuches über die belgische Staatsangehörigkeit, so wie er bis zum Inkrafttreten der Artikel 165 und 166 des Gesetzes vom 28. März 2024 « zur Festlegung von Bestimmungen im Bereich der Digitalisierung der Justiz und verschiedener Bestimmungen *Ibis* » Anwendung fand, für nichtig, sofern er keine Möglichkeit für eine nicht für mündig erklärte minderjährige Person, die die belgische Staatsangehörigkeit von Rechts wegen verloren hat, weil die Abstammung, auf deren Grundlage diese Staatsangehörigkeit zuerkannt wurde, nicht mehr länger feststeht, vorsieht, bei einem Gericht zu beantragen, diesen Verlust rückwirkend aufzuheben, wenn die konkreten Folgen unverhältnismäßig sind.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 4. Juli 2024.

Der Kanzler,
Nicolas Dupont

Der Präsident,
Pierre Nihoul